



Iran : les USA achèvent les préparatifs en vue d' une attaque

Par [Global Research](#)

Mondialisation.ca, 18 janvier 2006

Wayne Madsen Report, (traduction: Le Grand Soir) 2 janvier 2006

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [L'IRAN](#)

[D'après des informations émanant des services secrets d'Asie du sud-est la soudaine décision qu'a récemment prise la Birmanie (Myanmar) de déplacer sa capitale de Rangoon (Yangon) à Pyinmana, située 200 miles plus au nord, résulterait d'avertissements lancés par les services de renseignement chinois, qui auraient mis en garde leurs alliés birmans contre les effets des retombées qui résulteraient d'une éventuelle attaque nucléaire conventionnelle ou tactique des installations nucléaires iraniennes par les États-Unis.]

Le monde du renseignement en effervescence : les avertissements abondent tandis que l'administration Bush achève de préparer une attaque militaire de l'Iran.

[Wayne Madsen Report](#), 2 janvier 2006.

Des sources des services secrets et de l'armée aux États-Unis et à l'étranger révèlent divers éléments qui indiquent que l'on en est à la phase de finalisation d'une attaque des installations nucléaires et militaires iraniennes, pour laquelle on pourrait avoir recours à des armes nucléaires tactiques.

Parmi les cibles probables de ces bombardements de saturation, la centrale nucléaire de Bushehr (où travaillent des Russes et d'autres techniciens étrangers), une mine d'uranium dans le Saghand près de la ville de Yazd, le site d'enrichissement de l'uranium de Natanz, une centrale à eau lourde et installation d'isotopes radioactifs à Arak, l'Unité de combustible nucléaire d'Ardekan, le Centre de conversion de l'uranium et de technologie nucléaire d'Ispahan, le Centre de recherche nucléaire de Téhéran, le Centre de production d'isotopes de molybdène, d'iode et de xénon de Téhéran, les Laboratoires multifonctionnels Jabr Ibn Hayan de Téhéran, la compagnie électrique Kalaye de la banlieue de Téhéran, une installation d'enrichissement de l'uranium, censément démantelée, à Lashkar Abad, et les sites de stockage des déchets radioactifs de Karaj et d'Anarak.



Le premier site ciblé serait le réacteur nucléaire de Bushehr avec ses centaines de techniciens russes.

Il se pourrait également que soient visés en premier lieu les sites de lancement de missiles Shahab-I, II, et III, les bases aériennes (y compris la vaste base aérienne de Mehrabad, qui fait aussi office d'aéroport international, près de Téhéran), les bases navales sur le Golfe Persique et la Mer Caspienne, les bases de commandement, de contrôle, de communications et de renseignement. Ensuite pourraient venir les aéroports civils, les stations de radio et de télévision, les centres de télécommunications, les bâtiments gouvernementaux, les centrales électriques traditionnelles, les autoroutes et les ponts ainsi que les lignes ferroviaires. Les sites pétroliers et les installations portuaires marchandes seraient probablement épargnés par les bombardements américains, afin de les conserver intacts pour les intérêts pétroliers et commerciaux des États-Unis.

On a assisté à une intensification de l'entraînement et de la préparation militaires dans plusieurs bases américaines qui participeront à l'attaque en préparation, laquelle sera principalement aérienne. Le fort Rucker en Alabama a reçu l'ordre du Pentagone de se tenir prêt à entraîner environ 50 000 à 60 000 recrues, dont des civils sous contrat, qui seront déployées lors d'offensives en Iran. C'est à Rucker que se trouve le centre national d'entraînement aérien de l'armée américaine, qui comprend l'école de pilotage d'hélicoptères.

De plus, on a assisté à une intensification du degré de préparation tout près d'ici, à Hurlburt Field en Floride, qui abrite le Haut Commandement des Opérations spéciales de l'Armée de l'Air des États-Unis (U.S. Air Force Special Operations Command). L'attaque américaine de l'Iran sera principalement l'affaire de l'aviation (la Navy, l'Armée de l'Air, le Corps Navy-Marine)

On a aussi pu constater un surcroît sensible d'activité au Centre de combat air-sol des Marines, situé à Twentynine Palms en Californie ; principalement des exercices de combat non-simulé dans un environnement désertique et montagneux comparable aux régions iraniennes susceptibles d'être attaquées.

Les services européens de renseignement laissent entendre que les États-Unis ont averti leurs alliés de l'OTAN qu'ils devaient s'attendre à des frappes visant les sites nucléaires et militaires iraniens.

À Samsun en Turquie, le 17 novembre 2005, le président russe Vladimir Poutine s'est entretenu confidentiellement pendant sept heures avec le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, à l'occasion de la cérémonie d'inauguration du gazoduc sous-marin russo-turc Blue Stream, à laquelle assistait également le premier ministre italien Silvio Berlusconi.

D'après des sources bien informées au sujet de cette rencontre, Erdogan a promis à Poutine – les deux dirigeants sont désormais très proches – que la Turquie n'autoriserait pas les États-Unis à utiliser ses bases en cas d'attaque militaire de l'Iran. Ce qui a eu pour conséquence [une série de visites par des représentants de l'administration Bush](#), dont le directeur de la CIA Porter Goss, celui du FBI Robert Mueller, et la Secrétaire d'État Condoleezza Rice. Bien qu'Erdogan ait écouté les requêtes de Goss et de Rice qui demandent que la Turquie participe au niveau de la logistique, de la politique et du renseignement à une attaque de l'Iran, et que le chef de l'état-major turc, Yasar Buyukanit, ait entendu les responsables du Pentagone lui tenir plus ou moins le même langage lors de sa récente visite à Washington, il semblerait que Poutine ait suffisamment d'influence sur Ankara pour empêcher toute participation turque à une attaque américaine de l'Iran. Mueller a fourni à Ankara la « preuve » du soutien iranien au PKK (Parti des travailleurs kurde), à la guérilla en Turquie, mais les officines de renseignement mondiales, qu'elles soient au service de gouvernements ou du monde des affaires, ne tiennent désormais plus compte des renseignements émanant de l'administration Bush, considérés comme de la propagande néocon élaborée par les groupes de réflexion et les agences de renseignement décrédibilisées de Washington, de Tel Aviv-Herzliya et de Jerusalem.



Une attaque de l'Iran par les États-Unis : une situation idéale pour déclencher un conflit nucléaire étendu.

Les responsables politiques et militaires ont également demandé au Bahrain, à l'Arabie Saoudienne, au Pakistan, à la Jordanie, à l'émirat d' Oman, et à l'Azerbaïdjan d'apporter leur soutien aux États-Unis en cas d'attaque de l'Iran. On rejoue la scène des renseignements bidons qui s'est déroulée juste avant la guerre d'Irak : Washington est en train d'essayer de convaincre divers pays qu'il existe un lien entre l'Iran et « al-Quaïda ».

Des sources appartenant au renseignement polonais disent que Radek Sikorski, ministre

polonais de la Défense, a assuré son homologue américain Donald Rumsfeld du soutien de son pays en cas de frappes sur l'Iran. Sikorski est un ancien membre de l'Institut américain de l'entreprise [1], où il a cotoyé des néo-cons tels que Richard Perle, Michael Ledeen, et Lynne Cheney, la prétendue « Deuxième Dame » des États-Unis. Sikorski et le ministre des Affaires étrangères polonais Stefan Meller ont assuré Rumsfeld et Rice respectivement du soutien de la Pologne au sein de l'OTAN, durant la scission que causeraient des frappes américaines.

Ce sont des sources du renseignement polonais, qui sont contre les accords passés entre le nouveau gouvernement de droite de Varsovie et l'administration Bush, que proviennent les fuites grâce auxquelles nous avons eu connaissance de la démarche récente des Américains auprès de l'OTAN à Bruxelles au sujet des préparatifs de l'attaque.

Le magazine allemand Der Spiegel a également eu vent de fuites similaires, émanant des services de renseignement, au sujet des plans d'attaque américains.

D'après des informations émanant des services secrets européens, la récente décision de Poutine et de la société nationalisée du gaz naturel russe, Gazprom, de priver l'Ukraine de gaz naturel constituerait un message sans équivoque de la part de Poutine à des pays comme l'Ukraine, la Pologne, la Roumanie, la République Tchèque, la Slovaquie, la Slovénie, la Croatie, la Moldavie, la France, l'Autriche, l'Italie, la Hongrie, la Bosnie, la Serbie, et l'Allemagne, les avertissant du fait qu'ils subiraient le même traitement s'ils apportaient leur soutien à une attaque de l'Iran par les États-Unis. Gazprom fournit en gaz naturel divers pays d'Europe de l'Est et de l'Ouest, ce gaz étant acheminé depuis la Russie et le Turkménistan par des gazoducs qui traversent l'Ukraine. L'administration Bush a accusé la Russie d'utiliser ses ressources en gaz comme « arme politique ».

Poutine dispose d'un moyen supplémentaire pour faire pression sur l'Europe de l'Ouest depuis que l'ex-chancelier allemand Gerhard Schroeder a accepté un siège au conseil d'administration du consortium russo-germanique, le Gazoduc nord-européen, contrôlé par Gazprom. Le gazoduc amènera le gaz russe en Scandinavie, en Allemagne, aux Pays-Bas et en Grande-Bretagne, ce qui renforcera le poids de Poutine en Europe face à Washington.

D'après des informations émanant des services secrets d'Asie du sud-est la soudaine décision qu'a récemment prise la Birmanie (Myanmar) de déplacer sa capitale de Rangoon (Yangon) à Pyinmana, située 200 miles plus au nord, résulterait d'avertissements lancés par les services de renseignement chinois, qui auraient mis en garde leurs alliés birmans contre les effets des retombées qui résulteraient d'une éventuelle attaque nucléaire conventionnelle ou tactique des installations nucléaires iraniennes par les États-Unis. On s'inquiète, en cas de frappes des installations nucléaires iraniennes, de la possibilité de voir se former un nuage radioactif de type Tchernobyl, susceptible de se retrouver pris dans les masses d'air de l'Océan Indien lorsque souffle la mousson.



La capitale birmane a-t-elle été transférée 200 miles plus au nord parce que les Birmans craignent les retombées radioactives en pleine mousson ?

Rangoon, ville située à basse altitude, se trouve sur le trajet des pluies de la mousson qui transporterait éventuellement les retombées radioactives venues d'Iran jusqu'en Asie du Sud et du Sud-est entre le mois de mai et le mois d'octobre. Les villes côtières situées sur l'Océan Indien comme Rangoon, Dhaka, Calcutta, Mumbai, Chennai, et Colombo seraient davantage affectées par de telles retombées radioactives que des villes situées plus en altitude, à cause de l'effet intensificateur joué par l'humidité. Des centaines de fonctionnaires ont reçu l'ordre, avec seulement deux jours de préavis, de plier bagages et de quitter Rangoon pour Pyinmana, ville de montagne, qui jouit d'un climat plus sec.

Au Bengale oriental, le gouvernement de gauche et ses alliés politiques se préparent à organiser des manifestations de masse pendant la visite que Bush doit prochainement effectuer en Inde. Ils protestent contre la guerre en Irak ainsi que contre les menaces qui pèsent sur l'Iran.

Au Yémen, on rapporte que les compagnies pétrolières occidentales s'inquiètent des intentions des États-Unis en Iran : ce pays arabe qui est situé très au sud, est soumis aux pluies tropicales de la mousson susceptibles de se retrouver contaminées après une attaque nucléaire et de constituer une menace pour la santé de leurs employés.

L'administration Bush a fini par renoncer à ses projets, concoctés à la hâte, d'attaque des installations nucléaires et militaires iraniennes avant la présidentielle de 2004. Le 9 octobre, Rumsfeld avait rencontré certains de ses homologues dans le but de les rallier à la cause des frappes, à bord du John F. Kennedy, porte-avions aujourd'hui désarmé. Cette rencontre a été confirmée par le ministre danois de la Défense alors en poste, mais il n'a pas évoqué les thèmes qui y ont été abordés. D'après des témoignages de membres de l'équipage, un « QG. de guerre » spécial avait été installé en vue de coordonner les frappes. La Grande-Bretagne, l'Australie, l'Italie et les Pays-Bas, opposés aux plans d'attaque, n'assistaient pas à la rencontre. Partout dans le monde, les gradés des services de renseignement et ceux de l'armée attendent aussi avec inquiétude les conséquences qu'aurait une attaque de l'Iran par les États-Unis. Il existerait une probabilité très élevée de représailles chiïtes en Irak, dans la province orientale de l'Arabie Saoudite, au Koweït, à Bahrain, aux Émirats Arabes Unis, au Liban, et en Afghanistan, contre des cibles américaines militaires, diplomatiques, et économiques dans la région.

Les retombées radioactives résultant d'une attaque nucléaire conventionnelle ou tactique causeraient d'importants problèmes avec le Pakistan, l'Inde, la Chine, la Russie, le Japon ainsi qu'avec d'autres pays d'Asie et du Pacifique se trouvant sur la trajectoire des vents ; parmi ces problèmes on pourrait assister à la chute du gouvernement de Pervez Mousharraf au Pakistan, et à son remplacement par un régime islamiste radical doté de l'arme

nucléaire, ce qui provoquerait une riposte militaire de l'Inde, une des puissances nucléaires.

En guise de contre-attaque, l'Iran enverrait immédiatement ses missiles Shahab I et II sur la Zone Verte américaine à Bagdad, sur la base aérienne du Qatar, sur la base de la Marine américaine à Bahrain, sur la base de Camp Doha au Koweït, sur la base aérienne Al Seeb à Oman, sur l'aéroport international de Bagdad, sur la base américaine de Kandahar en Afghanistan. L'Iran enverrait aussi ses missiles longue-portée Shahab III sur les villes israéliennes de Tel Aviv, de Haïfa, de Beersheba, d'Eilat, et sur le complexe nucléaire israélien de Dimona. L'Iran enverrait également des missiles sur les vaisseaux américains qui naviguent dans le Golfe Persique et sur les sites pétroliers de l'Arabie Saoudite et du Koweït.

Des frappes pourraient aussi entraîner la fin virtuelle de l'OTAN en tant qu'organisation de défense viable, en finissant de séparer Washington de l'Europe. De plus, il se pourrait bien que la Chine choisisse de soutenir financièrement et militairement l'Iran, qui est sa deuxième source en matière d'importation de pétrole après l'Arabie Saoudite, et que la Chine a l'intention de faire transiter par l'Iran le gaz naturel qu'elle achète au Turkménistan. [La Chine importe 60% de son pétrole dont 17% à l'Iran].

Sous l'égide de l'Organisation de coopération de Shanghai (SCO), la Russie a récemment pris part à un exercice militaire auquel participaient en outre la Chine et l'Inde, en cas de velléités expansionnistes des États-Unis en Asie y compris une attaque de l'Iran, qui pourrait devenir membre de la SCO. En août dernier, la Russie et la Chine ont pour la première fois organisé des manœuvres communes, avec la participation des armées de Terre et de l'Air et de la Marine.

Début décembre 2005, l'Iran a également mis sur pied de vastes manœuvres à Bandar Abbas sur le Golfe Persique. Le 6 décembre, un C-130 iranien, en provenance de l'aéroport de Mehrabad et se rendant à Bandar, à bord duquel se trouvaient des journalistes iraniens censés couvrir les manœuvres tomba sur un immeuble de Téhéran, faisant au moins 116 victimes dont 68 journalistes.

Au sein de l'armée américaine et sur toute la planète, les intentions de l'administration néocon de Bush et ses alliés israéliens suscitent de plus en plus de tension.

Wayne Madsen est journaliste d'investigation, auteur d'éditoriaux, d'articles et de livres publiés aux États-Unis.

Depuis 1994 il enquête sur des sujets tels la politique de Washington, la sécurité nationale, et le monde du renseignement. Il a écrit pour The Village Voice, The Progressive, CAQ, Counterpunch, et pour l'Intelligence Newsletter (basée à Paris).

Madsen est l'auteur de Genocide and Covert Operations in Africa 1993-1999 (« Génocide et opérations secrètes en Afrique de 1993 à 1999 »), co-auteur de America's Nightmare : The Presidency of George Bush II (« Le cauchemar de l'Amérique : La présidence de George Bush II ») et de Jaded Tasks : Big Oil, Black Ops & Brass Plates (« La routine : pétrole à gogo, opérations clandestines et plaques commémoratives », à paraître). Madsen est également l'auteur de The Handbook of Personal Data Protection (London : Macmillan, 1992) (« Manuel de protection des données personnelles »), un livre qui traite de la législation internationale sur la protection des données et qui a remporté un vif succès.

Madsen, ancien officier de la Marine américaine, avait été affecté à la NSA (National Security Agency, « agence de sécurité nationale ») sous la présidence de Reagan. Il a aussi 20 ans d'expérience en matière de sécurité informatique et de protection des données. En outre, il a travaillé pour le NAVDAC (Naval Data Automation Command), le Département d'État, RCA Corporation, et CSC (Computer Sciences Corporation).

Traduction Catherine-Françoise Karaguezian pour Le Grand Soir.

La source originale de cet article est Wayne Madsen Report, (traduction: Le Grand Soir)
Copyright © [Global Research](#), Wayne Madsen Report, (traduction: Le Grand Soir), 2006

Articles Par : [Global Research](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca